

Introduction

En Afrique subsaharienne, le statut de la femme est traditionnellement lié à sa fonction sociale d'épouse et de mère. Il est davantage affaibli par les valeurs traditionnelles rétrogrades qui sont fondamentalement machistes (Assogba, 1996 ; Rwenge, 2002 ; Locoh, 2002, Nzawu Buanga, 2012 ; etc.).

Parlant de la situation de la femme en RD Congo principalement dans les provinces du Kasai-Oriental et Kasai-Occidental, Tshibilondi (2005) pense que les lois votées en RDC pour améliorer le statut de la femme restent un vœu pieux en ce qui concerne leur mise en pratique, à cause notamment de la prééminence de la tradition qui donne trop de pouvoirs à l'homme. Cette situation se vit également au Congo-Brazzaville où Nzawu Buanga (2012) s'insurge contre les valeurs socioculturelles de cette société qui ont conféré trop de pouvoirs à l'homme en sa qualité de chef au sein du couple pour dominer sur la femme¹. A ce titre, la femme africaine aura du mal à s'épanouir. C'est pourquoi Tshibilondi (op. cit.) pense que l'amélioration de la condition de la femme africaine et congolaise ne dépend pas seulement de la réforme de la législation, mais aussi et surtout du changement des mentalités conservatrices des femmes et des hommes. Cette situation se justifie dans la mesure où les unes et les autres restent majoritairement réticents à ce changement. Elle estime néanmoins que la dépendance financière est le principal facteur qui maintient la femme dans un état social inférieur et que l'autonomie dans ce domaine lui conférerait un réel pouvoir.

C'est d'ailleurs ce que note Ngoma-Binda (1999). Pour cet auteur, le vrai pouvoir qui émancipe la femme provient de l'effort au travail, l'éducation la plus élevée, la qualification professionnelle, l'augmentation de son rendement. Bref, ce pouvoir provient de l'effort intellectuel et la pratique du renversement de l'image stéréotypée de l'homme sur la femme (Ngoma-Binda P., 1999)².

Ce pouvoir peut s'évaluer à partir de l'autonomie financière de la femme, notamment le pouvoir pour la femme de décider de l'utilisation de son revenu. Or, au Kasai-Oriental, seulement 27,8 % des femmes avaient indiqué décider seules de l'utilisation de leurs revenus (EDS-RDC, 2007). Ceci montre, dans une certaine mesure le faible statut de ces femmes cette province.

Ce constat amène à s'interroger sur l'impact de la scolarisation et surtout de l'emploi de la femme intellectuelle qui oeuvre dans la bureaucratie, c'est-à-dire de l'autonomisation socio-économique de ces femmes supposées déjà plus autonomes du fait de leur instruction et de leur activité socio-professionnelle, d'une part. Il s'agit également de vérifier ce que les hommes et les femmes évoluant dans ce cadre pensent d'eux-mêmes ainsi que ce que la société pense des femmes « évoluées », d'autre part. Cette préoccupation vaut son pesant d'or dans la mesure où, dans cette société, les femmes instruites et qui travaillent dans les « bureaux » sont considérées comme des femmes « libres » ou prostituées.

2. Objectifs de l'Etude

1 Luce Laura Nzaou Bouanga, *Pouvoir de négociation de la femme en matière de reproduction*, in Beninguisse G., Kalambayi B. et Bingoly G. (2005), *Santé de la reproduction, genre et droits des enfants au Congo : enjeux et défis*, l'Harmattan, p.222-223

2 Ngoma-Binda P.,(1999), *Rôle de la femme et de la famille dans le développement*, Institut de Formation et d'Etudes Politiques, Kinshasa, RDC, p.35

L'objectif principal est de mettre à la disposition des décideurs et des chercheurs des informations pouvant leur permettre de favoriser l'amélioration du statut des femmes congolaises dans d'autres contextes.

De manière spécifique, l'étude vise à :

- Dégager les caractéristiques sociodémographiques, socioculturelles et socioéconomiques des hommes et des femmes employées de bureau des villes de Matadi et de Mbuji-Mayi (administrations publiques, entreprises, établissements scolaires, ONG, Système de Nations Unies, etc.) ;
- Mesurer le niveau des connaissances, attitudes, perceptions et comportements des membres du public cible en ce qui concerne les questions de lutte pour l'équité de genre ;
- Evaluer le degré d'autonomie socio-économique des femmes employées de bureau de la ville de Mbuji-Mayi (administrations, entreprises, établissements scolaires, ONG, Système de Nations Unies, etc.) par rapport au contrôle de leurs ressources et celles de leurs conjoints ;
- identifier les facteurs socioculturels ayant facilité l'autonomisation socioéconomique des femmes employées de bureau de la ville de Mbuji-Mayi (administrations, entreprises, établissements scolaires, ONG, Système de Nations Unies, etc.).

3. Hypothèses

- L'augmentation du niveau d'instruction et l'accès à un emploi salarié améliore le statut des femmes à Mbuji-Mayi ;
- La connaissance de ses droits et des principes d'équité du genre améliore la perception des hommes et des femmes sur le statut de la femme, d'une part et entraîne la baisse de la prévalence d'attitudes et de comportements discriminatoires ;
- Les femmes instruites et travaillant dans les administrations publiques ou privées et ayant des conjoints instruits ont plus de chance d'être plus autonomes socio-économiquement si ceux-ci sont moins instruits et travaillant dans le secteur informel.
- Les hommes instruits et travaillant dans les administrations publiques ou privées sont plus enclins à ne pas s'immiscer dans la gestion des salaires de leurs épouses ou partenaires que les hommes moins instruits et/ou travaillant dans le secteur informel ;
- L'appartenance d'un des conjoints ou tous les deux à des courants religieux néo-pentecôtistes ne permet pas l'épanouissement socio-économique des femmes dans ces villes.

4. Données

Cette communication repose sur les données qualitatives et quantitatives collectées dans le cadre de l'enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques des agents de l'administration publique et privée de la ville de Mbuji-Mayi en mai 2014 par le Centre CRESPOD. Les opinions de ces travailleurs ont été confrontées à celles collectées dans la population en général lors d'une autre étude portant sur le profil genre dans la ville de Mbuji-Mayi en décembre 2014.

5. Méthodes d'analyses

Les analyses statistiques descriptives (croisement de tableaux) et multivariées (Régression logistique) ont permis de dégager l'intensité de cette autonomisation, d'une part et les facteurs de cette autonomisation, d'autre part. Les analyses de contenus ont été utilisées pour décortiquer les entretiens individuels approfondis qui ont été réalisés. La revue documentaire a servi à la description des contextes socioéconomique et socioculturel de la ville de Mbuji-Mayi.

6. Principaux Résultats

6.1. Statut de la femme : image redorée

Dans un entretien de groupe avec les hommes à Mbuji-Mayi, un d'entre eux a indiqué les rôles qui étaient réservés à une femme mariée : « ... *La femme est faite pour rester dans le ménage. Elle doit arranger la maison, préparer pour son mari, garder les enfants et s'occuper de leur éducation* » (Focus group des hommes âgés de 25 ans et plus). Ceci a été relayé par un notable en ces termes : « *Dans notre société, quel que soit ce qu'une femme peut être en termes d'études ou de profession, elle ne peut pas avoir le même rang social qu'un homme* ».

Cette vision très ancienne et traditionnelle de la femme par l'homme ne semble pas correspondre à celle qui a été affichée par certaines femmes ainsi que les jeunes qui ont été rencontrés dans le cadre de cette étude. Ceux qui ont fréquenté l'école critiquent ou réinterprètent certains aspects des traditions de leurs cultures. Cette perception a été constatée chez les jeunes filles, étudiantes de l'ISTM/Mbuji-Mayi. Pour ces filles, l'autorité de l'homme dans la Province du Kasai-Oriental s'est fortement effritée. Elle n'est plus que symbolique ou protocolaire dans la mesure où les hommes n'ont plus le pouvoir économique. Pour bien illustrer cela, l'une de ces filles (en riant) indique que : « *Celui qui vous nourrit c'est aussi celui qui vous domine. Or, actuellement, ce sont les femmes qui supportent les ménages ? Comment est-ce possible que les hommes kasaiens puissent encore penser dominer les femmes ?* ».

Pour les femmes bureaucrates travaillant dans l'administration publique à Mbuji-Mayi, par exemple, l'homme ou le mari mérite d'être respecté s'il respecte aussi la femme. L'une des enquêtées indique en effet que : « ... *le temps où la femme était considérée comme un chiffon est dépassé. L'homme doit aussi savoir respecter la femme, qui est son égal, c'est-à-dire partenaire et pas son esclave. D'ailleurs, les hommes d'aujourd'hui ne sont plus, eux seuls, des piliers de familles ... Dans un ménage, sans la femme, l'homme seul ne peut pas s'en sortir ... continuer de dire que la femme ne vaut rien, c'est une connerie, une insulte* » (Antoinette, cadre de l'administration publique à Mbuji-Mayi lors d'un entretien individuel).

Si autrefois les hommes Kasaiens ne voulaient pas que leurs femmes exercent un emploi rémunéré en dehors de leurs ménages, de peur d'être considérés comme exposant ces dernières à la débauche. Actuellement, les hommes considèrent le travail de la femme comme salubre comme l'indique un des enquêtés : « ... *le travail de la femme est aujourd'hui salubre, surtout d'une femme intellectuelle, alors que, dans le passé récent, épouser une femme intellectuelle ou laisser sa femme aller travailler dans un bureau ou même faire du commerce était très mal vu. Le vrai homme est celui qui subvenait seul aux besoins de sa famille sans intervention de sa femme. Celle-ci devait simplement jouir des produits du travail de son mari ... Aujourd'hui, c'est la femme qui sait se débrouiller et qui fait vivre son ménage de son travail qui a l'estime de la société... le monde est compliqué* » s'exclame Monsieur Kabemba (Focus group des hommes adultes à Mbuji-Mayi).

6.2. Opinions sur l'instruction et le travail salarié d'une femme

Eu égard à l'opinion qui veut privilégier la scolarisation du jeune garçon au détriment de celle de la jeune fille ainsi qu'à celle qui désapprouve le travail bureaucratique de la (future) femme intellectuelle, il a été demandé aux personnes enquêtées d'indiquer leurs opinions sur la scolarisation des jeunes filles, d'une part et leurs activités professionnelles après les études, d'autre part. d'après le tableau ci-dessous, près de 8 hommes et 8 femmes sur 10 sont favorables pour qu'une fille fasse des études et effectuent par la suite un travail dans une entreprise ou dans l'administration publique.

Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes à souhaiter voir les filles instruites travailler dans des services bureaucratiques, soit : 82 % des hommes catholiques contre 93 des femmes ; 86 % des hommes protestants contre 94 % des femmes et 76 % des hommes branhamistes contre 92 % des femmes de ce courant religieux. Ce dernier résultat est vraiment un indicateur de changements de mentalités, car c'est la doctrine de ce courant religieux a été depuis les années 1980 l'une des philosophies qui étaient hostiles au travail de la femme. D'après les enseignements de cette église, la place de la femme est à la cuisine.

Tableau 1 : Répartition (%) des enquêtés par sexe selon les avis sur le travail que peut exercer une fille instruite et les caractéristiques socioculturelles

Caractéristiques socioculturelles	Travailler dans une entreprise ou administration publique		S'occuper du ménage/vente au marché		Faire tout et partout		Effectif total	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Religion								
Catholique	82,4	92,9	8,8	3,6	8,8	3,6	34	28
Protestante	85,7	94,1	14,3	0,0	0,0	5,9	14	17
Eglise de réveil	84,8	66,7	2,2	16,7	13,0	16,7	46	30
Branhamiste/chrétien indépendant	76,0	92,3	12,0	0,0	12,0	7,7	25	13
Autres religions	87,5	66,7	0,0	33,3	12,5	0,0	8	3
Sans religion	60,0	100,0	0,0	0,0	40,0	0,0	5	1
Appartenance tribale								
Luba	79,0	81,9	7,0	8,3	14,0	9,7	100	72
Songe	93,3	83,3	6,7	8,3	0,0	8,3	15	12
Autres tribus	88,2	100,0	5,9	0,0	5,9	0,0	17	8
Province d'origine								
Kasaï oriental	80,4	83,8	7,5	6,2	12,1	10,0	107	80
Autres provinces	88,0	83,3	4,0	16,7	8,0	0,0	25	12
Niveau d'instruction								
Primaire	55,6	100,0	44,4	0,0	0,0	0,0	9	6
Secondaire	93,3	83,0	2,2	4,3	4,4	12,8	45	47
Supérieur/universitaire	78,2	82,1	5,1	12,8	16,7	5,1	78	39
Total	81,8(n=108)	83,7(n=77)	6,8(n=9)	7,6(n=7)	11,4(n=15)	8,7(n=8)	132	92